
Michael Gottheil candidat à la direction du regroupement de l'environnement et de l'aménagement du territoire

Le 24 septembre 2009

La candidature de Michael Gottheil a été proposée, sous réserve de l'examen du Comité permanent des organismes gouvernementaux, pour prendre la direction du Regroupement de l'environnement et de l'aménagement du territoire. Ce groupement englobe la Commission de révision de l'évaluation foncière, la Commission de négociation, le Tribunal de l'environnement et la Commission des affaires municipales de l'Ontario.

M. Gottheil était président du Tribunal des droits de la personne de l'Ontario depuis avril 2005. Il y a joué un rôle de leadership prédominant dans la transformation du système des droits de la personne de la province. Diplômé d'Osgoode Hall Law School, il a été admis au Barreau en 1987. M. Gottheil a cofondé le cabinet Engelmann, Gottheil à Ottawa, où il a exercé dans les domaines du droit du travail, des normes d'emploi et des droits de la personne. Il a enseigné au Collège Algonquin et à la faculté de droit de l'Université d'Ottawa. M. Gottheil est membre de la Canadian Association of Visually Impaired Lawyers, et a siégé au conseil d'administration de l'Institut national canadien pour les aveugles en qualité de membre, de vice-président et de président aux niveaux local et provincial à Ottawa.

M. David A. Wright a été proposé comme président intérimaire du Tribunal des droits de la personne de l'Ontario.

M. Wright est actuellement vice-président du Tribunal des droits de la personne de l'Ontario. Il a obtenu un baccalauréat en droit et un baccalauréat en droit civil à l'Université McGill en 1998, ainsi qu'une maîtrise en droit de l'université de New York en 2000. M. Wright a exercé le droit dans les domaines du droit du travail, du droit administratif et des droits de la personne, dans un cabinet de Toronto et a rempli les fonctions de professeur auxiliaire à Osgoode Hall Law School, où il a enseigné le droit administratif. M. Wright est l'ancien président de la section du droit constitutionnel, des libertés civiles et des droits de la personne de l'Association du Barreau de l'Ontario.

Pendant la période intérimaire entre les nominations, Kaye Joachim maintiendra ses fonctions actuelles de présidente suppléante et responsable de la transition au Tribunal des droits de la personne, afin d'assurer la continuation sans interruption des activités liées aux requêtes transitoires.